

## « **La Turquie est en position de force face à Israël** »

vendredi 9 septembre 2011

**Devant le refus d'Israël de s'excuser pour son raid contre le ferry turc Mavi Marmara, qui participait à la première flotille pour Gaza, et à bord duquel neuf passagers turcs ont péri en mai 2010, Ankara a multiplié les sanctions : expulsion de l'ambassadeur israélien, suspension des accords militaires bilatéraux, procédure devant la Cour internationale de justice pour contester le blocus de Gaza. Dorothee Schmid, spécialiste de la Turquie contemporaine à l'Institut français des relations internationales (IFRI), analyse les raisons qui poussent la Turquie à durcir sa position face à l'Etat hébreu.**

**Les relations entre Israël et la Turquie, pays alliés, se sont dégradées depuis plus de deux ans : cette crise diplomatique annonce-t-elle une rupture ?**

Cette crise s'inscrit dans un contexte de refroidissement diplomatique progressif. Son expression la plus vive se manifeste aujourd'hui. Le refroidissement s'est amorcé fin 2008. Les deux pays sont passés à côté de la rupture pendant les offensives menées par l'armée israélienne à Gaza dans le cadre de l'opération « Plomb durci ». Début 2009, au forum économique de Davos, le premier ministre turc, M. Erdogan, quitte en fureur une table ronde où il était associé au président israélien Shimon Pérès, après avoir accusé les Israéliens d'être passés maîtres dans l'art de tuer les gens. A l'été 2009, le nouveau gouvernement israélien mené par Benyamin Nétanyahou met fin à la médiation turque entre Israël et la Syrie. Les signes de perte de confiance se multiplient. Survient alors l'incident du Mavi Marmara en mai 2010, qui a causé la mort de 9 nationaux turcs.

Mais il n'y a pas de rupture complète. Le gouvernement turc a décidé d'expulser l'ambassadeur israélien. En revanche, l'attaché militaire israélien est toujours en poste. Le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a également annoncé l'arrêt des relations commerciales, militaires et industrielles. Mais ceci ne vaut pour le moment que pour l'industrie de l'armement : le ministre a précisé que cette déclaration ne concernait pas le secteur privé. Le volume des échanges entre les deux pays a augmenté de 23 % au premier semestre 2011 par rapport à la même période, l'année antérieure : les liens économiques restent forts.

**Le premier ministre turc souhaite se rendre la semaine du 12 septembre en Egypte, en Tunisie et en Libye : y a-t-il une influence du printemps arabe dans le durcissement de l'attitude turque vis-à-vis d'Israël ?**

La crise se noue autour du rapport des Nations unies concernant l'affaire du Mavi Marmara, mais le printemps arabe est un élément de contexte essentiel pour comprendre ce qui se passe. En effet, le printemps arabe fragilise la position régionale de la Turquie : l'équilibre qu'elle avait construit avec les régimes de la région est actuellement défait, et il faudra beaucoup de travail pour rétablir un équilibre stable dans les relations avec les nouveaux pouvoirs.

Pendant le printemps arabe, la Turquie s'est montrée dans un premier temps plutôt embarrassée. Le gouvernement turc ne s'est exprimé que tardivement au sujet de la révolte égyptienne, bien qu'il ait finalement appelé Hosni Moubarak à la démission. Avec la Libye, on a observé un retournement complet : Ankara refuse d'abord l'intervention internationale, mais finit par y participer à minima, avant de se replacer, une fois la victoire des insurgés acquise, en première ligne pour soutenir le Conseil national de transition. Sa condamnation des violences en Syrie a également été tardive.

Les événements arabes sont comme un moment de vérité pour la diplomatie turque. Aujourd'hui, aller au clash avec Israël apparaît comme une solution simple pour protéger son image auprès du public arabe.

### **Cette escalade intervient également peu avant la demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU, prévue le 20 septembre...**

En effet, outre le printemps arabe, il s'agit sans doute du deuxième élément essentiel pour expliquer la crise. La perspective de la proclamation d'un Etat palestinien tétanise Israël, et la Turquie doit forcément soutenir la revendication palestinienne, suivant la ligne politique et de solidarité qu'elle privilégie depuis plusieurs années.

### **Demandes d'excuses concernant le raid contre le ferry en partance vers Gaza, condamnation du blocus : Gaza semble donc cristalliser les tensions. Quel rôle joue le territoire palestinien dans le discours diplomatique de la Turquie ?**

M. Erdogan a bien compris l'usage électoral qu'il pouvait faire d'une position dure sur Gaza, devenu pour tout le monde un symbole d'injustice. Les Turcs sont massivement pro-palestiniens. Exprimer sa solidarité avec Gaza permet de travailler l'image du gouvernement, qui prône de plus en plus clairement la fraternité islamique. En outre, dans l'affaire du Mavi Marmara, le nationalisme turc a aussi été directement atteint.

Par ailleurs, sur le plan extérieur, la Turquie cultive depuis quelques années son image de soft power, de puissance bienveillante. M. Erdogan était devenu un héros auprès de l'opinion publique arabe après sa condamnation de l'opération « Plomb durci ». Les sujets humanitaires sont en effet toujours considérés comme de bons tremplins diplomatiques. On l'a encore vu avec la visite de Tayyip Erdogan en Somalie, le mois dernier : une démonstration remarquable de l'usage de la charité islamique comme instrument d'influence extérieure.

### **M. Erdogan joue donc la stature internationale de son pays sur ce dossier...**

Les Turcs veulent en effet être reconnus comme une puissance internationale de premier plan. La gestion des dossiers est donc très calculée, une initiative sert toujours à équilibrer une autre. Concernant la visite turque en Somalie, on ne peut s'empêcher de remarquer qu'Ankara bombardait au même moment, et depuis plusieurs semaines, le Kurdistan irakien, faisant de nombreux morts. Dans le cas qui nous occupe, il faut tenir compte du fait qu'Israël est devenu très impopulaire à l'échelle mondiale. C'est donc un dossier sur lequel on peut se permettre de tenir une position dure.

En revanche, Israël a beaucoup à perdre, car la Turquie était un allié important dans la région. Tel-Aviv est dans une situation d'embarras et d'inquiétude dans un contexte régional précis : la Syrie est à feu et à sang ; depuis la chute de Moubarak, on entend de plus en plus de voix en Egypte remettre en cause les accords de paix et il y a eu récemment de graves incidents entre les deux pays [avec la mort de cinq policiers égyptiens, tués alors que les forces israéliennes poursuivaient des auteurs présumés d'attaques près de la frontière avec l'Egypte, le 18 août]. La perspective de voir la Palestine reconnue est un autre choc à venir. Enfin, l'Iran continue d'envoyer des messages anti-israéliens, et poursuit silencieusement, à l'écart des grands désordres du Moyen-Orient, son programme d'équipement nucléaire. Ankara prend certainement acte de la fragilité psychologique que ce contexte très difficile produit en Israël. Les autorités turques voient aussi les manifestations qui se déroulent à Tel-Aviv et constatent ainsi l'épuisement du gouvernement Netanyahu. La Turquie est dans une position de force.

### **Les Etats-Unis s'inquiètent des tensions entre la Turquie et Israël, qui sont deux alliés : quel rôle joue Washington dans cette crise diplomatique ?**

Les Américains vont très certainement tenter de calmer le jeu, car ils ont besoin des Turcs dans la région. Dans le même temps, ces derniers savent que les Etats-Unis sont de moins en moins à l'aise avec ce gouvernement israélien : l'administration Obama est beaucoup moins sur un alignement pro-sioniste que l'administration Bush.

Le rapport turco-américain est en cours de rééquilibrage à l'avantage des Turcs. Au sein de l'OTAN, ceux-ci essaient de se montrer comme des acteurs indépendants et valorisés. « Nous ne sommes pas le 'Yes-Man' des Etats-Unis », peut-on lire dans la presse turque. Aujourd'hui, le discours turc envers Israël est aussi l'une des manières de faire passer ce message aux Etats-Unis. Dans le même temps, les Turcs leur donnent des gages : ils ont autorisé l'implantation sur leur sol de radars du bouclier anti-missiles de l'OTAN. C'est une façon de compenser la hausse de ton avec Israël.

### **Recep Tayyip Erdogan souhaite se rendre à Gaza : comment interpréter cette visite ?**

C'est une provocation, mais aussi une tentative de dernière minute de regagner le terrain perdu sur les Egyptiens. Ces dernières années, les Turcs se sont laissé griser par leurs succès diplomatiques réels ou supposés. On sent aujourd'hui le gouvernement turc tiraillé entre l'envie de produire un discours plus islamique et plus religieux, aligné avec le Hamas, et la crainte que ses alliés occidentaux ne perçoivent négativement de tels signaux.

Gaza est symboliquement le lieu où l'islam politique a triomphé [avec la victoire du Hamas aux élections législatives de 2006]. La question du dialogue avec le Hamas, mouvement arabe radical religieux, est le préalable à celle du dialogue avec l'islam politique dans la région. Or, le parti au pouvoir en Turquie, l'AKP, a toujours entretenu des liens avec les partis islamistes arabes, liens qu'il est aujourd'hui tenté d'activer. N'oublions pas que la Turquie est aujourd'hui largement présentée comme un modèle de démocratie islamique. C'est ce modèle qui pourrait être étendu au reste de la région [avec le printemps arabe]. L'équilibre est ici encore difficile à tenir, entre « l'islam modéré » cher à l'administration américaine, et un islam plus radical, qui inquiète immédiatement en Occident. En tout état de cause, la brouille avec Israël et la visite annoncée de M. Erdogan à Gaza posent le problème d'une radicalisation de la diplomatie turque.

*Propos recueillis par Flora Genoux*

---

### **Sources**

Source : Le Monde, le 08-09-2011